

Le soutien iranien au terrorisme janvier 2006

Après les attentats du 11 septembre, le terrorisme est devenu l'ennemi affiché prioritaire des Occidentaux. L'Iran est régulièrement soupçonné d'être le principal sponsor du terrorisme international, ce qui lui a valu d'être classé parmi les pays de l'Axe du Mal dans le discours du président Bush le 29 janvier 2002, et parmi les avant-postes de la tyrannie par Condoleeza Rice. Le programme nucléaire iranien rend encore plus inquiétant les liens entre l'Iran et le terrorisme.

L'historique terroriste « géopolitique » de l'Iran

L'Iran a commencé à soutenir les mouvements terroristes immédiatement après la révolution de 1979, non pas simplement par idéologie mais aussi parce qu'isolé, l'Iran a estimé qu'exporter son type de régime à d'autres états proche religieusement était une manière de se protéger et d'accroître sa puissance. C'est pourquoi l'Iran a d'abord soutenu les mouvements terroristes et « de résistance » des pays chi'ites, notamment en Irak, à Bahreïn ou en Arabie Saoudite. L'exemple le plus flagrant est la tentative de coup d'Etat en 1981 à Bahreïn organisé par le Front Islamique de Libération de Bahreïn, financé et encadré par l'Iran. Le conflit avec l'Irak est marqué par l'utilisation de cette forme de terrorisme (création de l'« Assemblée Suprême pour la Révolution Islamique », gouvernement Irakien en attente) mais également par une utilisation plus « stratégique » du terrorisme pour frapper à distance des cibles et des Etats que l'Iran ne peut atteindre militairement. La destruction « pirate » de navires neutres dans le golfe persique participe à cette stratégie.

L'Iran se sert également du terrorisme pour accroître son influence sur le monde musulman. Ainsi, le soutien au Hezbollah Libanais et aux groupes palestiniens (djihad islamiste, FPLP, Hamas) permet à l'Iran de montrer qu'il s'oppose aux « ennemis commun » : Israël et les Etats-Unis. Les Etats-Unis essuient deux attentats à Beyrouth en 1983, la France un autre la même année ; les Américains se retirent en 1984. Le lien entre l'Hezbollah et l'Iran « comme un soldat à son commandant » pour citer un officiel du Hezbollah, a fait de l'Iran un interlocuteur obligé au Liban. Le terrorisme anti-Israélien peut frapper loin d'Iran : en 1992, le Hezbollah frappe l'ambassade israélienne en Argentine, puis le centre communautaire juif d'Argentine en 1994. Le soutien à la lutte contre Israël est également inspiré par des motifs idéologiques, l'Iran considérant qu'il a lui-même été « occupé » par les différentes puissances. L'Iran en profite pour former idéologiquement les groupes terroristes

Enfin, l'Iran se sert du terrorisme pour éliminer son opposition intérieure réfugiée à l'étranger, par exemple à Paris en 1991 et 1996, à Berlin en 1996 mais aussi en Russie et dans les pays du Moyen-Orient ; ces attentats sont commis directement par les services iraniens sans intermédiaires (« terrorisme d'Etat »). D'autres attentats ciblés sur le même mode permettent à l'Iran de favoriser ses intérêts et d'exercer une contrainte sur des Etats tiers sans risquer directement l'opprobre international.

La suspension du terrorisme « géopolitique » - vers un terrorisme « capacité d'escalade ».

L'Iran a très fortement réduit ses activités terroristes à partir de 1996, sous les effets des pressions internationales (notamment le blocage des subventions du FMI et de la banque mondiale à l'Iran), de la crainte d'une riposte américaine violente à un acte terroriste particulièrement grave ou médiatisé, et de la volonté de profiter de la présidence de Khatami pour améliorer sa réputation. Seule reste active la lutte contre Israël (soutien financier et logistique, c'est l'exemple du Karine A, navire intercepté alors qu'il acheminait des armes iraniennes vers Gaza) et dans une moindre mesure le soutien du PKK turc.

L'Iran s'est rapproché des autres pays arabes à partir du milieu des années 90, et aucune activité de déstabilisation chi'ite n'y a été signalé depuis, même si les organisations terroristes n'ont pas été dissoutes. De même, l'Iran ne cible plus directement les intérêts américains ou européens, même s'il en garde la capacité. L'Iran n'a par exemple tenté de déstabiliser les opérations américaines

en Afghanistan. En Irak, il a demandé aux groupes chi'ites de soutenir le processus américain de reconstruction. De fait, les Iraniens ont installé un véritable réseau potentiellement terroriste en Irak, mais l'ont gardé « inactif », à quelques accidents près (notamment la libération « commando » de leurs militants d'une prison en février 2004). En effet, l'Iran considère qu'un Irak non laïc sera probablement à terme un allié naturel, étant un pays à majorité chi'ite.

Le Hezbollah libanais lui-même est devenu moins « militant » et plus politique depuis le départ d'Israël.

La position Iranienne à l'égard d'Al Qaida est complexe, car Al Qaida peut être considéré comme un mouvement sunnite. Si l'existence de liens entre l'Iran et Al Qaida dans le début des années 90 est prouvée, l'Iran a changé de politique et largement participé à la lutte contre cette organisation depuis 2001, notamment en livrant à des pays tiers des terroristes étrangers. Toutefois, l'attentat à Riyad en novembre 2003 a été organisé depuis l'Iran par Al Qaida, et il est difficile de savoir si les autorités Iraniennes étaient ou non au courant. D'autres militants d'Al Qaida ont reçu l'autorisation de résider en Iran. Il est probable que l'Iran cherche à montrer sa bonne volonté à l'occident tout en gardant en réserve l'« outil » Al Qaida.

On peut dire aujourd'hui que l'Iran – sauf en Israël et dans les territoires palestiniens – n'est plus un Etat activement terroriste. Toutefois, il garde l'arme terroriste comme arme de dissuasion / d'escalade contre des sanctions ou une attaque sur son territoire. C'est pour cela que l'Iran a gardé intact et même développé ses réseaux. Il est improbable que l'Iran souhaite livrer une arme nucléaire aux terroristes, car une telle arme lui ferait perdre tout contrôle sur ses alliés terroristes et pourraient causer des dégâts d'une telle gravité que serait inopérant le « filtre » que constitue l'utilisation de groupes terroristes « tampons ». Le terrorisme pourrait servir de riposte à une action de l'ONU contre son programme nucléaire. Il est également possible que l'Iran profite de la détention d'une arme nucléaire pour reprendre ses activités terroristes sans craindre des sanctions mettant en péril le régime théocratique lui-même.

Les agences iraniennes du terrorisme.

Le terrorisme iranien n'est pas organisé de façon rationnelle ; plusieurs agences se concurrencent et disposent de leurs propres réseaux. Les deux principales agences sont toutefois sous l'autorité du Chef Suprême de la Révolution. Le ministère du renseignement et de la sécurité, le *VEVAK* coordonne les différents groupes terroristes, et organise la répression politique et les assassinats contre les opposants à l'étranger. Ses agents occupent souvent des fonctions officielles dans les ambassades. La garde révolutionnaire (les *pasdarans*) s'occupe de la formation notamment idéologique des groupes terroristes : guérillas palestiniennes, turques et d'Asie centrale. Elle est beaucoup plus « idéologique » que celle du *VEVAK* ; elle est moins contrôlée par le pouvoir. Le renseignement militaire n'a pas la confiance du gouvernement et ne joue pas de rôle « terroriste ».